



©IFAD/Amadou Keita

# Investir dans les populations rurales au **Mali**

Le Mali abrite près de 18,5 millions d'habitants dont plus de 60% vivent en milieu rural. La population malienne croît au taux de 3% en moyenne par an (2% par an en milieu rural). Si cette tendance se maintient, la population malienne aura presque doublé d'ici 2030 pour atteindre environ 30,3 millions d'habitants.

La population malienne est très jeune, en effet 8,8 millions de maliens ont moins de 15 ans soit 48% de la population totale. Autant cette population jeune représente une force motrice de la croissance économique du pays, autant leur insertion professionnelle et leur accès aux opportunités économiques sont des défis majeurs auxquels le gouvernement devra faire face. Le taux de chômage national est estimé à 8%.

Au cours des cinq dernières années, le taux de croissance de l'économie malienne était en moyenne de 5% par an. Malgré cette performance relative, le revenu national brut annuel par habitant reste faible, aux alentours de 770 USD, ce qui place le Mali parmi les pays les plus pauvres.

Le secteur agricole contribue au PIB à hauteur de 38%, principalement à travers les produits d'exportation (notamment coton, bétail et produits dérivés), la production de riz, les céréales sèches (maïs, mil, sorgho), la pêche et l'agroforesterie.

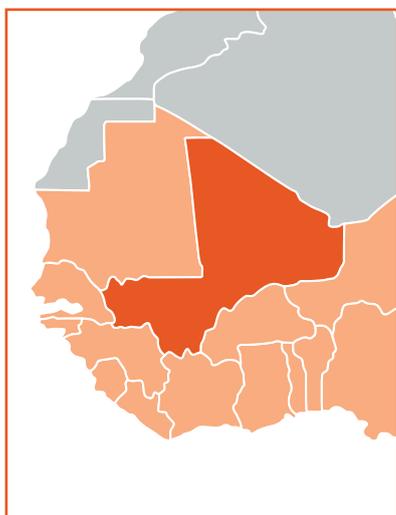
L'espérance de vie a augmenté au Mali de près de 12,8 ans au cours des deux dernières décennies, le nombre d'années de scolarisation a augmenté de 5,6 ans en moyenne et le revenu par habitant a plus que doublé. Toutefois, malgré ces résultats encourageants, le pays fait toujours face aux défis de l'éradication totale de la pauvreté et de la faim. Le niveau actuel de l'indice de développement humain (0.427 en 2017) place le Mali au 182ème rang sur 189.

La pauvreté touche particulièrement les populations rurales, dont 53,6% vivent en deçà du seuil de pauvreté nationale (environ 175 000 FCFA en 2016, selon l'Enquête modulaire et permanente auprès des ménages). En milieu urbain l'incidence de pauvreté est de 7,4 % à Bamako et 36,9% dans les autres villes. Cette pauvreté entrave le devenir des jeunes dans un contexte de forte croissance démographique.

Les opportunités économiques en dehors de l'agriculture sont limitées en milieu rural ce qui entraîne une forte migration des zones rurales vers les centres urbains et vers d'autres pays.

Ces migrations privent l'économie rurale et nationale encore très peu mécanisée d'un facteur de production assez important. Des études montrent que les rentes migratoires (à travers les transferts d'argent des migrants) bien qu'elles représentent une source de revenus non négligeables contribuent à creuser le fossé des inégalités sociales.

Depuis le coup d'état de 2012 le pays est plongé dans une instabilité politique, avec l'occupation du nord et centre du pays par des groupes armés. Malgré un accord de paix signé entre le gouvernement et les groupes armés, l'insécurité perdure dans les parties septentrionale et centrale du pays. A cette fragilité sociopolitique s'ajoute une vulnérabilité marquée face au changement climatique et aux conditions environnementales qui se dégradent au fil des ans.



## Éradiquer la pauvreté rurale au Mali

Le Gouvernement malien accorde un rôle prioritaire à l'agriculture, tant pour réduire la pauvreté que pour stimuler la croissance économique.

L'agriculture représente 38% du PIB malien et emploie près de 70% de la population active. Le Mali consacre chaque année 15% de son budget à l'agriculture, dépassant largement les engagements de Maputo qui sont de 10%.

Cependant, le secteur agricole demeure confronté à plusieurs contraintes qui sont:

- l'existence d'exploitations agricoles familiales de taille réduite, très peu modernisées et à faible niveau d'équipement,
- un accès limité aux sources de financement,
- la faible productivité des exploitations agricoles,
- la faible capacité technique des producteurs agricoles,
- la vulnérabilité à la volatilité des prix sur les marchés domestiques et internationaux,
- un faible accès aux marchés,
- la maîtrise insuffisante des problèmes environnementaux.

Les orientations stratégiques en matière de développement socioéconomique et de sécurité alimentaire au Mali sont articulées dans un certain nombre de documents de référence formant le cadre institutionnel pour la croissance et la réduction de la pauvreté:

- le Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté (CSCR, 2012-2017),
- la Loi d'orientation agricole (LOA, 2006),
- la Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNSAN, 2017),

- le Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (CREDD, 2016–2018),
- la Politique de développement agricole (PDA, 2011–2020),
- la Politique nationale de nutrition (PNN, 2014).

## La stratégie du FIDA au Mali

Depuis 1982, le FIDA a financé 13 projets au Mali pour un coût total de 537 millions USD, dont 229 millions sous forme de prêts à conditions particulièrement favorables. La contribution de l'État malien correspond à 82 millions USD et celle des cofinancements à 202 millions.

Une note de Stratégie pays a été préparée en 2016 formulant les axes stratégiques qui guident l'intervention du FIDA au Mali pour la période 2017-2019.

Trois objectifs stratégiques sont formulés pour promouvoir la transformation rurale au Mali:

- soutenir une production agricole résiliente au changement climatique,
- promouvoir l'inclusion financière des petits producteurs et des microentrepreneurs ruraux, et
- insérer les jeunes ruraux dans les filières agricoles et leurs activités connexes

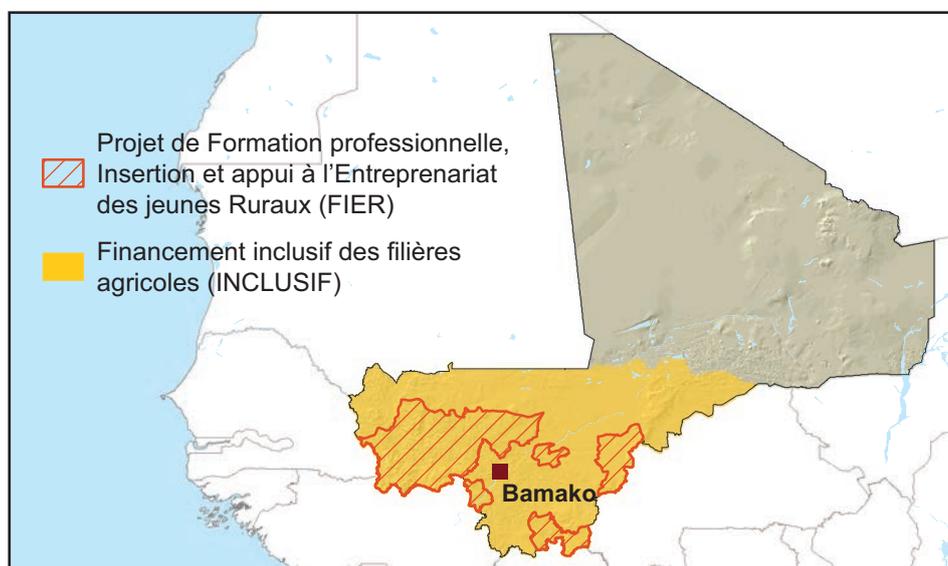
## Opérations en cours

### Projet de formation professionnelle, insertion et appui à l'entrepreneuriat des jeunes ruraux (FIER)

Le projet FIER s'inscrit dans la recherche d'une croissance reposant sur la promotion des ressources humaines et le développement des secteurs porteurs, en particulier le secteur primaire.

Son objectif de développement est de faciliter l'accès des jeunes ruraux à des opportunités d'insertion et d'emplois attractifs et rentables dans le secteur agricole et les activités économiques connexes. À terme, ces jeunes seront les acteurs de filières agricoles modernes, répondant à la demande du marché et résilientes aux changements climatiques.

Le projet va toucher 100 000 jeunes ruraux, dont 50% de jeunes filles/jeunes femmes, qui seront sensibilisés et orientés sur les possibilités d'insertion et de création d'activités économiques.



## Projet de services financiers inclusifs dans la filière agricole (INCLUSIF)

Le projet INCLUSIF a pour vision de promouvoir une transformation durable des filières agricoles en améliorant l'inclusion financière et le partenariat économique entre différents acteurs du secteur agricole. Ces acteurs incluent les groupes démunis, y compris les femmes et les jeunes, et leurs organisations, jusqu'aux petites et moyennes entreprises (PME) agricoles et agroalimentaires.

L'objectif de développement du projet est d'accroître l'inclusion financière des petits producteurs et des petites et moyennes entreprises agroalimentaires au Mali. Deux effets sont attendus:

- des services et produits financiers diversifiés, pérennes et inclusifs sont développés en faveur d'un grand nombre de petits producteurs, particulièrement adaptés aux besoins des femmes, des jeunes, et des PME, et
- les organisations paysannes et les PME développent des partenariats profitables et durables.

Les activités du Projet INCLUSIF toucheront environ 440 000 bénéficiaires ruraux directs. L'approche sera favorable aux femmes et aux jeunes (18 à 40 ans) qui représenteront respectivement au moins 50% de l'effectif touché. Le coût total du projet s'élève à 105,5 millions USD.



©ONG YEREDON

Le FIDA investit dans les populations rurales, en dotant celles-ci des moyens de réduire la pauvreté, d'accroître la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition et de renforcer la résilience. Depuis 1978, nous avons octroyé 20,9 milliards d'USD sous la forme de prêts à faible taux d'intérêt et de dons en faveur de projets qui ont bénéficié à quelque 483 millions de personnes. Le FIDA est une institution financière internationale et un organisme spécialisé des Nations Unies dont le siège est à Rome – centre névralgique des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

### Contact

Jean Pascal Kaboré  
Chargé du programme pays  
Bureau Sous régional du FIDA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre,  
Siège du PNUD / 3ème étage  
Immeuble Wolle Ndiaye, Route du King Fahd  
Palace / Almadies  
Dakar, Sénégal  
Courriel: [p.kabore@ifad.org](mailto:p.kabore@ifad.org)



Investir dans les populations rurales

Fonds international de développement agricole  
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie  
Tél: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463  
Courriel: [ifad@ifad.org](mailto:ifad@ifad.org)  
[www.ifad.org](http://www.ifad.org)

[facebook.com/ifad](https://www.facebook.com/ifad)  
[instagram.com/ifadnews](https://www.instagram.com/ifadnews)  
[linkedin.com/company/ifad](https://www.linkedin.com/company/ifad)  
[twitter.com/ifad](https://twitter.com/ifad)  
[youtube.com/user/ifadTV](https://www.youtube.com/user/ifadTV)

Mai 2019